ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mai 2025

LEVER LES CONTRAINTES À L'EXERCICE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR - (N° 1437)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 3176

présenté par

M. Potier, Mme Thomin, Mme Battistel, M. Benbrahim, M. Echaniz, M. Lhardit, M. Naillet, Mme Rossi, Mme Jourdan, M. Barusseau, M. Courbon, M. Dufau, Mme Allemand, M. Aviragnet, M. Baptiste, M. Baumel, Mme Bellay, M. Bouloux, M. Philippe Brun, M. Califer, Mme Capdevielle, M. Christophle, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, Mme Diop, Mme Dombre Coste, M. Eskenazi, M. Faure, M. Fégné, M. Garot, Mme Godard, M. Gokel, Mme Got, M. Emmanuel Grégoire, M. Guedj, M. Hablot, Mme Hadizadeh, Mme Herouin-Léautey, Mme Céline Hervieu, M. Hollande, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, Mme Mercier, M. Oberti, Mme Pantel, M. Pena, Mme Pic, Mme Pirès Beaune, M. Pribetich, M. Proença, Mme Rouaux, M. Aurélien Rousseau, M. Roussel, Mme Runel, Mme Récalde, M. Saint-Pasteur, Mme Santiago, M. Saulignac, M. Simion, M. Sother, Mme Thiébault-Martinez, M. Vallaud, M. Vicot, M. William et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Toute personne physique ou morale sollicitant l'autorisation de mise sur le marché d'un produit phytopharmaceutique ou l'évaluation d'une substance active à des fins d'homologation déclare, par voie électronique, l'ensemble des avantages et rémunérations versés à des experts scientifiques intervenant dans le champ de l'évaluation des risques sanitaires ou environnementaux liés à ce produit ou cette substance.

Ces déclarations sont publiées sur un portail numérique dédié, mis en œuvre par les autorités compétentes, selon des modalités fixées par décret. Ce portail assure une accessibilité libre et gratuite au public.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à s'inspirer de la base Transparence-Santé pour objectiver les flux financiers entre l'industrie phytopharmaceutique et les experts scientifiques, afin de restaurer la confiance dans la science réglementaire.

Cet amendement permet de publier la déclaration croisée des liens d'intérêts, à la fois par les industriels et les experts, dans un registre public.